

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 30 juillet 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, mai 2015	2
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 948 \$ en mai, en baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 1,4 %, soit le taux de croissance le plus faible depuis octobre 2013.	
Exportations à valeur ajoutée, 2007 à 2011	10
En 2011, la production destinée à l'exportation représentait 22 % de la valeur ajoutée brute ou du produit intérieur brut (PIB), et 2,9 millions d'emplois. Malgré une hausse en 2010 et en 2011, la contribution des exportations au PIB total demeurait inférieure à son sommet d'avant la récession (25 %) en 2008.	
Transport et distribution de gaz naturel, mai 2015	15
Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel, premier trimestre de 2015	18
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, mai 2015	20
Ventes de carburant pour véhicules automobiles, 2014	21
Nouveaux produits et études	22

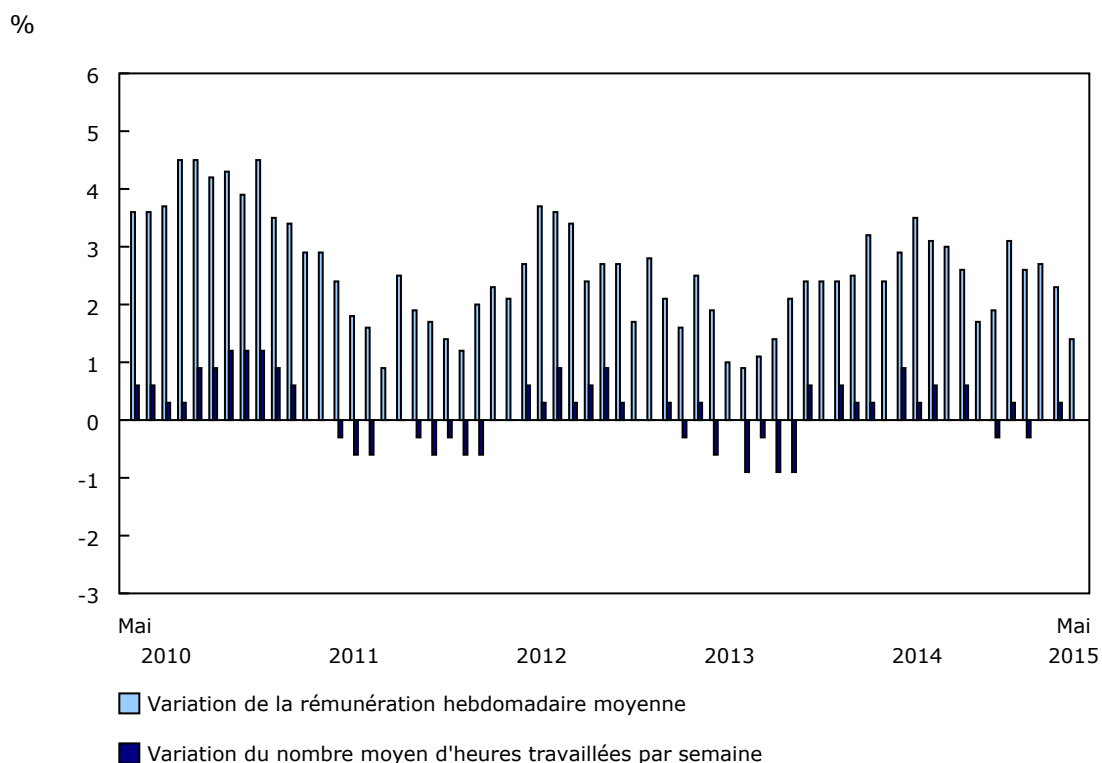


Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, mai 2015

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 948 \$ en mai, en baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 1,4 %, soit le taux de croissance le plus faible depuis octobre 2013.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0063.

La hausse de la rémunération hebdomadaire par rapport à mai 2014 s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine.

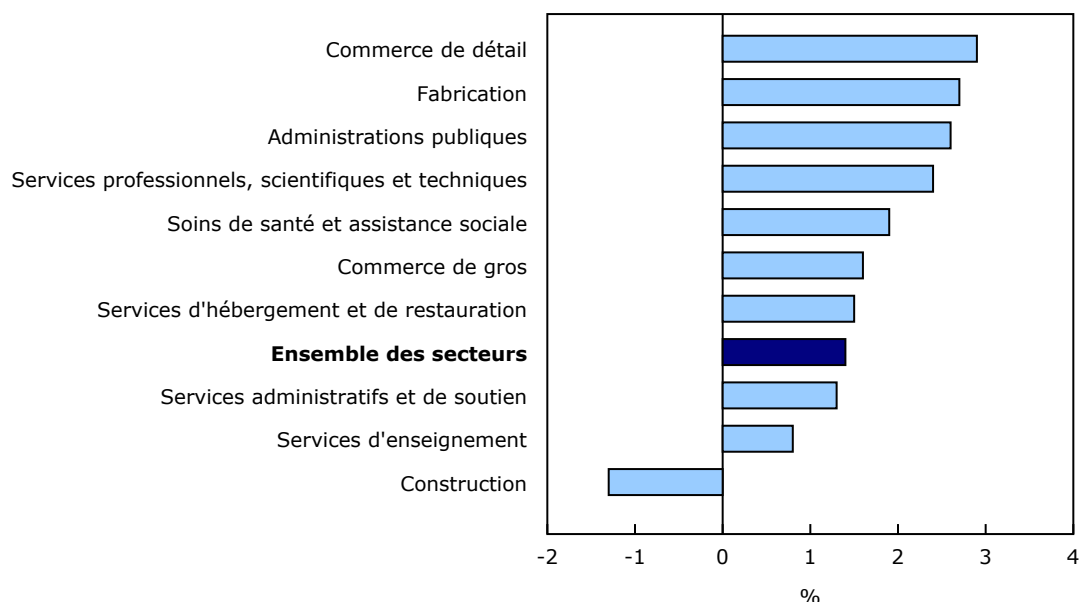
En mai, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,0 heures par semaine en moyenne, soit un nombre d'heures inchangé par rapport à celui observé un mois plus tôt et un an plus tôt.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

Au cours des 12 mois ayant pris fin en mai, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté dans 5 des 10 principaux secteurs d'activité, tout particulièrement dans le commerce de détail, la fabrication et les administrations publiques. Parallèlement, la rémunération a légèrement diminué dans le secteur de la construction et a peu varié dans le commerce de gros, dans les services d'hébergement et de restauration, dans les services administratifs et de soutien, ainsi que dans les services d'enseignement.

Graphique 2

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, mai 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0047.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de détail a progressé de 2,9 % par rapport à 12 mois plus tôt pour atteindre 547 \$, la majeure partie de cette progression s'étant produite entre mai et août 2014. La hausse sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire s'est répartie dans la plupart des industries de ce secteur.

Durant les 12 mois ayant pris fin en mai, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la fabrication a augmenté de 2,7 % pour s'établir à 1 070 \$. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées par les fabricants de papier, de produits minéraux non métalliques, et de produits informatiques et électroniques.

Dans les administrations publiques, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 2,6 % par rapport à 12 mois plus tôt pour atteindre 1 225 \$, et toute cette hausse a eu lieu entre août 2014 et mars 2015. La croissance sur 12 mois était généralisée dans ce secteur, et les hausses les plus fortes ont été observées dans les administrations publiques autochtones ainsi que dans les administrations publiques locales, municipales et régionales.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en mai, la rémunération hebdomadaire moyenne dans les services professionnels, scientifiques et techniques a augmenté de 2,4 % pour se chiffrer à 1 341 \$. La rémunération dans ce secteur a peu varié depuis décembre 2014. La croissance de la rémunération sur 12 mois a été généralisée, et

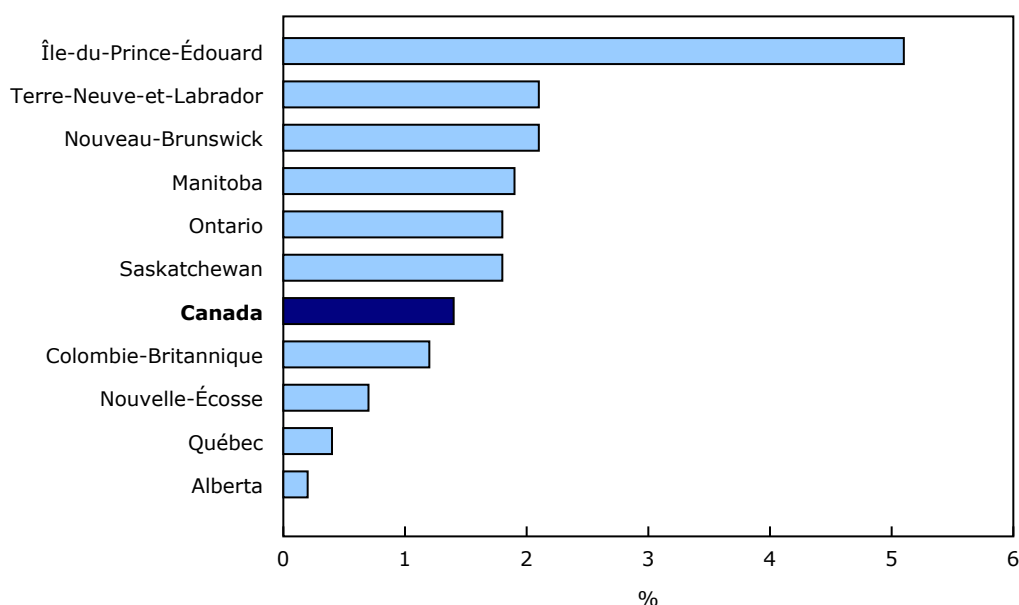
les plus fortes hausses ont eu lieu dans les services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques, ainsi que dans les services de comptabilité, de préparation de déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la construction a légèrement diminué de 1,3 % au cours des 12 mois ayant pris fin en mai, s'établissant à 1 216 \$, le sous-secteur de la construction de bâtiments ayant connu une baisse. La rémunération dans la construction suit une légère tendance à la baisse depuis septembre 2014.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a augmenté dans sept provinces en mai, l'Île-du-Prince-Édouard ayant affiché la croissance la plus forte. Parallèlement, la rémunération a peu varié en Nouvelle-Écosse, en Alberta et au Québec.

Graphique 3
Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, mai 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0049.

Comparativement à mai 2014, la rémunération hebdomadaire moyenne à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 5,1 % pour s'établir à 796 \$. Cette croissance a été généralisée et les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les secteurs de la fabrication, du transport et de l'entreposage, ainsi que de la finance et des assurances.

À Terre-Neuve-et-Labrador, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est établie à 1 011 \$, en hausse de 2,1 % par rapport à 12 mois plus tôt. Cette croissance a été généralisée, et la hausse la plus marquée a été observée dans le secteur du transport et de l'entreposage.

Au Nouveau-Brunswick, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 2,1 % au cours des 12 mois ayant pris fin en mai, se fixant à 848 \$. Cette croissance est largement attribuable à la hausse enregistrée dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les services d'enseignement et le commerce de détail.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne au Manitoba a augmenté de 1,9 % pour s'établir à 877 \$, et la majeure partie de cette augmentation est survenue entre mai et août 2014. La plus forte progression sur 12 mois a été observée dans le secteur du transport et de l'entreposage.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en mai, la rémunération hebdomadaire moyenne en Ontario a augmenté de 1,8 % pour atteindre 954 \$. Cette augmentation s'est particulièrement manifestée dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans le commerce de détail et dans le secteur de la fabrication.

En Alberta, le rythme de croissance sur 12 mois de la rémunération a continué de ralentir (+0,2 %), principalement en raison des baisses observées dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, où le taux de rémunération est élevé. La croissance sur 12 mois de la rémunération dans la province a connu un ralentissement notable depuis le début de 2015.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre d'emplois salariés non agricoles a augmenté de 16 500 en mai, après avoir progressé de 27 600 en avril. Les hausses les plus fortes en mai ont été observées dans les secteurs des services d'hébergement et de restauration, de la construction, des arts, spectacles et loisirs, ainsi que celui des services administratifs et de soutien. Parallèlement, le nombre d'emplois salariés a diminué dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que dans les « autres services ».

Par rapport à 12 mois plus tôt, le nombre d'employés salariés non agricoles a augmenté de 175 700 ou de 1,1 %. Au cours de cette période, la plus forte hausse de l'emploi a été enregistrée dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs (+3,9 %), et toute cette croissance est survenue depuis février. La deuxième augmentation en importance a été observée dans les services d'hébergement et de restauration (+3,0 %).

L'emploi salarié a diminué de 7,9 % dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz au cours des 12 mois ayant pris fin en mai. Après avoir atteint un sommet en octobre 2014, l'emploi dans ce secteur a baissé de 9,3 % ou de 21 800, surtout en raison du recul enregistré dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'ensemble des salariés non agricoles portent sur tous les salariés rémunérés à l'heure, les employés à salaire fixe ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Prochaine diffusion

Les données de juin sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 27 août.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Mai 2014	Avril 2015 ^r	Mai 2015 ^p	Avril à mai 2015	Mai 2014 à mai 2015	Avril à mai 2015	Mai 2014 à mai 2015
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	935,09	953,70	948,15	-5,55	13,06	-0,6	1,4
Forêt, exploitation et soutien	1 064,88	1 126,05	1 083,33	-42,72	18,45	-3,8	1,7
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	2 081,83	2 000,14	1 991,12	-9,02	-90,71	-0,5	-4,4
Services publics	1 773,61	1 820,76	1 808,10	-12,66	34,49	-0,7	1,9
Construction	1 232,13	1 220,10	1 215,95	-4,15	-16,18	-0,3	-1,3
Fabrication	1 041,79	1 115,54	1 070,01	-45,53	28,22	-4,1	2,7
Commerce de gros	1 104,75	1 156,90	1 122,76	-34,14	18,01	-3,0	1,6
Commerce de détail	531,26	549,08	546,64	-2,44	15,38	-0,4	2,9
Transport et entreposage	978,76	1 040,76	1 016,06	-24,70	37,30	-2,4	3,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 164,98	1 208,63	1 219,71	11,08	54,73	0,9	4,7
Finance et assurances	1 180,41	1 225,49	1 190,58	-34,91	10,17	-2,8	0,9
Services immobiliers, de location et de location à bail	916,71	918,94	908,65	-10,29	-8,06	-1,1	-0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 310,05	1 344,52	1 341,07	-3,45	31,02	-0,3	2,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 277,23	1 456,82	1 466,47	9,65	189,24	0,7	14,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	759,30	762,91	768,91	6,00	9,61	0,8	1,3
Services d'enseignement	987,79	980,40	996,18	15,78	8,39	1,6	0,8
Soins de santé et assistance sociale	857,22	859,79	873,50	13,71	16,28	1,6	1,9
Arts, spectacles et loisirs	590,74	574,12	572,43	-1,69	-18,31	-0,3	-3,1
Services d'hébergement et de restauration	370,22	370,46	375,68	5,22	5,46	1,4	1,5
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	760,68	778,90	766,58	-12,32	5,90	-1,6	0,8
Administrations publiques	1 194,33	1 226,91	1 225,38	-1,53	31,05	-0,1	2,6
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	990,50	1 021,16	1 010,95	-10,21	20,45	-1,0	2,1
Île-du-Prince-Édouard	757,78	804,43	796,25	-8,18	38,47	-1,0	5,1
Nouvelle-Écosse	822,67	838,31	828,54	-9,77	5,87	-1,2	0,7
Nouveau-Brunswick	830,68	852,09	848,08	-4,01	17,40	-0,5	2,1
Québec	856,27	888,10	860,02	-28,08	3,75	-3,2	0,4
Ontario	937,33	963,64	954,10	-9,54	16,77	-1,0	1,8
Manitoba	860,45	863,20	876,61	13,41	16,16	1,6	1,9
Saskatchewan	958,68	971,65	976,38	4,73	17,70	0,5	1,8
Alberta	1 150,43	1 156,35	1 152,72	-3,63	2,29	-0,3	0,2
Colombie-Britannique	894,44	902,83	905,60	2,77	11,16	0,3	1,2
Yukon	1 034,03	1 049,39	1 065,70	16,31	31,67	1,6	3,1
Territoires du Nord-Ouest	1 377,67	1 425,81	1 421,94	-3,87	44,27	-0,3	3,2
Nunavut	1 219,27	1 242,28	1 233,95	-8,33	14,68	-0,7	1,2

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Mai 2014	Avril 2015 ^r	Mai 2015 ^p	Avril à mai 2015	Mai 2014 à mai 2015	Avril à mai 2015	Mai 2014 à mai 2015
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 562,7	15 721,8	15 738,3	16,5	175,7	0,1	1,1
Foresterie, exploitation et soutien	37,9	41,2	41,7	0,5	3,8	1,2	10,1
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	231,6	217,0	213,2	-3,8	-18,4	-1,7	-7,9
Services publics	118,2	115,5	115,0	-0,5	-3,2	-0,4	-2,7
Construction	968,8	978,7	984,7	6,0	15,9	0,6	1,6
Fabrication	1 481,9	1 490,8	1 494,2	3,4	12,3	0,2	0,8
Commerce de gros	780,5	785,4	785,4	0,0	4,9	0,0	0,6
Commerce de détail	1 937,8	1 935,7	1 937,8	2,0	-0,1	0,1	0,0
Transport et entreposage	731,9	735,5	734,8	-0,7	2,9	-0,1	0,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	316,2	319,8	317,5	-2,3	1,3	-0,7	0,4
Finance et assurances	706,5	710,8	713,1	2,3	6,5	0,3	0,9
Services immobiliers, de location et de location à bail	279,8	287,5	286,4	-1,2	6,6	-0,4	2,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	834,9	852,8	851,7	-1,1	16,8	-0,1	2,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	102,5	102,4	102,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	782,8	776,7	780,4	3,8	-2,4	0,5	-0,3
Services d'enseignement	1 213,3	1 232,8	1 229,7	-3,0	16,4	-0,2	1,4
Soins de santé et assistance sociale	1 775,7	1 810,5	1 806,0	-4,4	30,3	-0,2	1,7
Arts, spectacles et loisirs	255,0	260,9	265,0	4,1	10,0	1,6	3,9
Services d'hébergement et de restauration	1 195,7	1 222,8	1 232,1	9,3	36,3	0,8	3,0
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	546,2	548,8	545,3	-3,5	-0,9	-0,6	-0,2
Administrations publiques	1 037,6	1 041,0	1 042,3	1,3	4,7	0,1	0,5
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	218,5	219,6	219,4	-0,2	0,9	-0,1	0,4
Île-du-Prince-Édouard	62,3	62,1	61,5	-0,5	-0,8	-0,9	-1,2
Nouvelle-Écosse	401,6	399,3	401,7	2,4	0,1	0,6	0,0
Nouveau-Brunswick	302,3	301,3	298,2	-3,1	-4,1	-1,0	-1,4
Québec	3 486,1	3 495,5	3 495,2	-0,2	9,1	0,0	0,3
Ontario	5 910,6	6 015,4	6 026,0	10,6	115,3	0,2	2,0
Manitoba	579,4	583,6	584,0	0,5	4,6	0,1	0,8
Saskatchewan	484,4	484,8	485,3	0,5	0,9	0,1	0,2
Alberta	2 044,7	2 051,2	2 046,6	-4,6	1,9	-0,2	0,1
Colombie-Britannique	2 010,0	2 046,8	2 058,0	11,1	48,0	0,5	2,4
Yukon	21,0	20,1	20,0	-0,1	-1,0	-0,7	-4,9
Territoires du Nord-Ouest	27,1	26,9	26,8	-0,1	-0,3	-0,5	-1,0
Nunavut	14,6	15,1	15,5	0,4	0,9	2,9	6,5

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [281-0023](#), [281-0026](#), [281-0029](#), [281-0032](#), [281-0035](#), [281-0037](#), [281-0039](#), [281-0047](#) à [281-0049](#) et [281-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2612](#).

Il est possible de consulter un [tableau sommaire](#) à partir de l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web. Sous le module *Tableaux sommaires*, choisissez *Sujet* puis *Travail*.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Exportations à valeur ajoutée, 2007 à 2011

La production destinée à l'exportation est un moteur important de l'économie canadienne

En 2011, la production destinée à l'exportation représentait 22 % de la valeur ajoutée brute ou du produit intérieur brut (PIB), et 2,9 millions d'emplois. Malgré une hausse en 2010 et en 2011, la contribution des exportations au PIB total est demeurée inférieure à son sommet d'avant la récession de 25 %, enregistré en 2008. Après trois années de recul, le nombre et la proportion globale d'emplois liés au secteur des exportations ont crû en 2011.

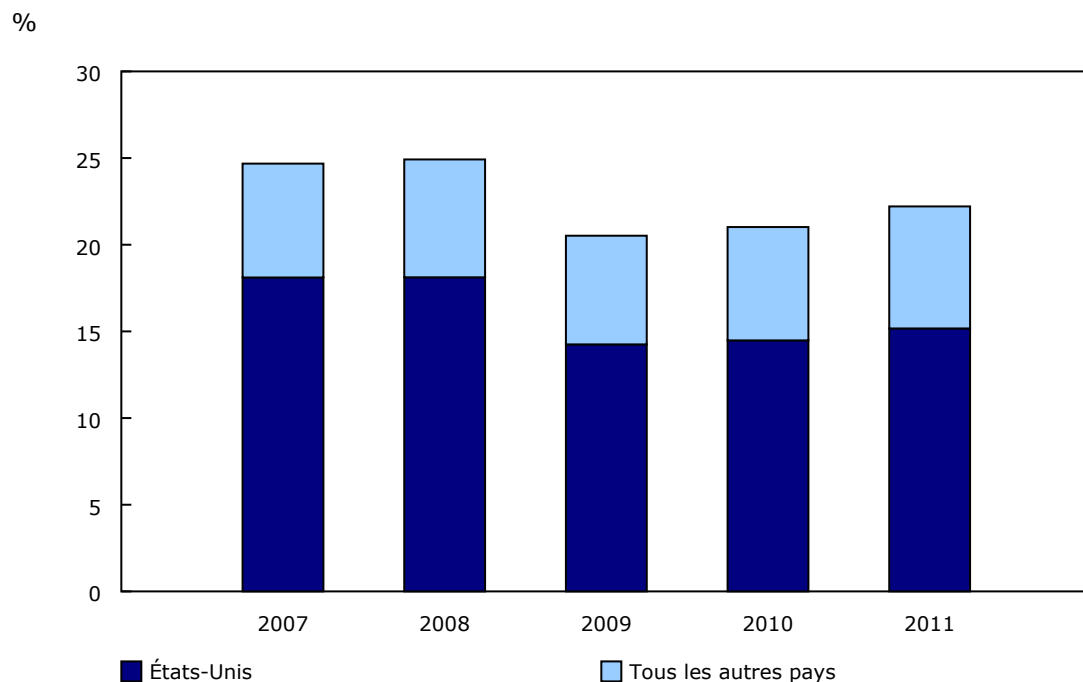
La fragmentation mondiale croissante de la production et l'approvisionnement international en intrants dans la production font en sorte qu'il est difficile d'évaluer la contribution des exportations brutes d'un pays à son PIB. Afin de combler cette lacune analytique, Statistique Canada publie une nouvelle base de données sur les exportations à valeur ajoutée. La base de données mesure la contribution des exportations à la valeur ajoutée brute ou au PIB en supprimant la valeur des intrants intermédiaires importés (achats autres qu'en immobilisation auprès d'autres industries) contenue dans les produits exportés. Cette méthode permet d'obtenir une mesure de la contribution des exportations au PIB de chaque industrie et à l'ensemble de l'économie.

Les incidences sur la valeur ajoutée comprennent à la fois les incidences directes sur les industries exportatrices et les incidences indirectes sur les industries fournisseuses des exportateurs. La contribution des exportations de chaque industrie au PIB total est calculée en additionnant les incidences directes et les incidences indirectes sur toutes les autres industries. Ou bien, la dépendance de chaque industrie à l'égard de la demande étrangère est calculée en additionnant les incidences directes et les incidences indirectes des exportations des autres industries. Enfin, parallèlement, les incidences directes et indirectes des exportations sur les emplois (attribuables aux exportations d'une industrie ou à l'exposition générale d'une industrie à la demande étrangère) sont également disponibles. Les chiffres sont produits à partir des tableaux d'entrées-sorties annuels et couvrent la période de 2007 à 2011.

Les exportations vers les États-Unis étaient les plus importants contributeurs au changement

Les exportations vers les États-Unis étaient la principale source de la variation de la contribution des exportations au PIB. S'étant établies à 15 % en 2011, les exportations avaient seulement récupéré moins du quart de la baisse de 3,9 points de pourcentage enregistrée en 2009. En revanche, l'incidence des exportations vers tous les autres pays, qui représentait 7,0 % du PIB canadien en 2011, avait déjà excédé son sommet d'avant la récession en 2008 de 0,2 point de pourcentage.

Graphique 1 Contribution des exportations au produit intérieur brut, 2007 à 2011



Source(s) : Tableau CANSIM 381-0032.

Les exportations manufacturières et minières étaient les plus importants contributeurs

En 2011, la production destinée à l'exportation dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a enregistré la plus importante contribution directe au PIB, soit de 71 milliards de dollars. Ce secteur était suivi de près par celui de la fabrication (69 milliards de dollars), tandis que le secteur des services représentait 68 milliards de dollars. Lorsque l'on tient compte de la contribution totale à la valeur ajoutée par les achats de biens et services auprès de fournisseurs canadiens, la contribution des exportations manufacturières à l'économie canadienne est plus du double, s'établissant à 154 milliards de dollars.

Les autres secteurs ont des répercussions relativement faibles. Le secteur des services a connu une incidence indirecte représentant un 53 % additionnel de l'incidence directe, soit au total 103 milliards de dollars, tandis que le secteur de l'extraction représentait un 34 % additionnel, soit au total une incidence de 95 milliards de dollars.

La comparaison des chiffres de 2007 à 2011 montre que le secteur manufacturier est la principale cause du recul de la contribution des exportations au PIB total, lorsque l'on tient compte de la somme des incidences directes et des incidences indirectes sur les autres industries. À la fin de cette période de cinq ans, les exportations manufacturières avaient contribué 2,6 points de pourcentage de moins au PIB après l'addition des incidences directes (-1,3 point de pourcentage) et des incidences indirectes (-1,3 point de pourcentage) sur les autres industries. Le secteur des services a connu un léger recul de 0,5 point de pourcentage, principalement en raison au secteur du commerce, des hôtels et des restaurants. Par ailleurs, le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, malgré un recul au cours de la récession, a terminé la période avec une augmentation de 0,6 point de pourcentage en incidence totale sur le PIB.

Tableau 1
Contribution des exportations au produit intérieur brut, 2011

	Produit intérieur brut total	Incidence directe	Incidence indirecte sur les autres industries	Incidence indirecte des autres industries
millions de dollars				
Toutes les industries	1 667 007	218 203	152 033	152 033
Industries productrices de biens	501 384	150 499	116 472	67 901
Agriculture, foresterie et pêche	28 761	8 329	6 847	7 372
Extraction minière et de pétrole et de gaz	139 800	71 206	23 999	27 448
Services publics et construction	156 441	1 736	522	10 242
Fabrication	176 382	69 228	85 104	22 839
Industries productrices de services	1 165 620	67 706	37 867	86 437
Commerce, hôtels et restaurants	204 986	20 994	10 619	17 646
Transports et télécommunications	117 740	18 000	12 028	18 267
Finance et immobilier	191 195	6 995	3 745	21 833
Autres services du secteur des entreprises	345 415	18 553	7 866	23 888
Gouvernements et institutions sans but lucratif	306 284	3 164	1 301	2 495

Source(s) : Tableau CANSIM [381-0032](#).

Les producteurs de biens sont les plus exposés à la demande étrangère

Les industries productrices de biens présentent une dépendance élevée à l'égard des marchés mondiaux, lorsque l'on additionne l'incidence directe et l'incidence des autres industries exportatrices. En 2011, 30 % du PIB de ces industries dépendait directement des exportations. Cette dépendance s'accroissait à 44 % lorsque l'on ajoute l'incidence des autres industries, par le biais des ventes intersectorielles à d'autres exportateurs canadiens. Un examen plus poussé des données sur les industries montre que la part de la demande étrangère dans la valeur ajoutée totale du secteur de l'extraction minière s'élevait à 71 % en 2011. Le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche représentait 55 %, tandis que le secteur manufacturier représentait 52 %. On peut comparer ces parts au pourcentage de 17 % mesuré pour les industries productrices de services du secteur des entreprises, qui sont en moyenne moins exposées aux marchés mondiaux.

Parmi l'ensemble des industries, le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche présentait la dépendance indirecte la plus élevée à l'égard des exportations, près de la moitié de son exposition à la demande étrangère étant attribuable aux ventes à des exportateurs.

Les exportateurs de biens comptent sur les services

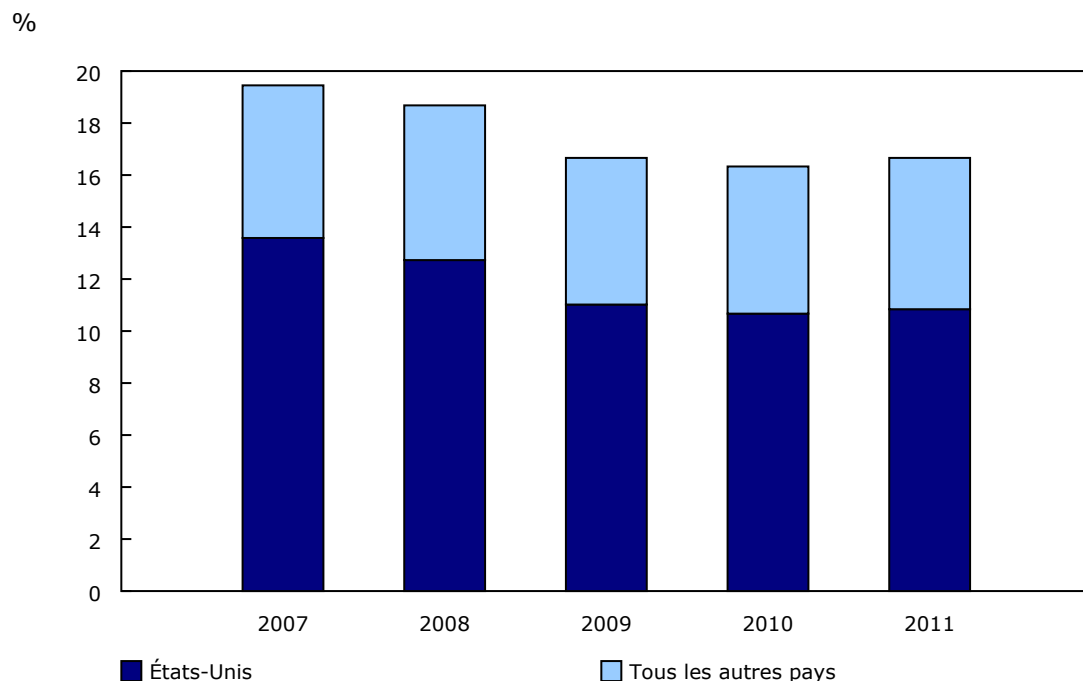
Bien que les industries productrices de services soient principalement orientées vers le marché intérieur, elles sont néanmoins des contributeurs importants aux exportations des industries productrices de biens. Dans le secteur manufacturier, par exemple, 25 % de la valeur ajoutée aux exportations est attribuable aux industries productrices de services. Cette dépendance à l'égard du secteur des services est généralisée à l'échelle des industries manufacturières et varie de 21 % pour les « autres types de matériel de transport » à 31 % pour les « produits en bois et en papier ».

Les exportations contribuaient relativement moins aux emplois en comparaison du produit intérieur brut

En 2011, les exportations ont contribué à 2,9 millions d'emplois, représentant 17 % du nombre total d'emplois. Il s'agit de la première augmentation annuelle du nombre et de la part globale d'emplois liés au secteur des exportations après trois années de recul.

La contribution relativement plus faible des exportations à l'emploi, en comparaison du PIB, est attribuable en grande partie à l'industrie minière, qui génère un niveau extrêmement élevé de valeur ajoutée par emploi, soit sept fois plus important que la moyenne pour l'ensemble de l'économie. La demande américaine représentait environ les deux tiers des emplois liés aux exportations, ce qui correspond à sa part des exportations (69 %).

Graphique 2 Contribution des exportations à l'emploi, 2007 à 2011



Source(s) : Tableau CANSIM 381-0032.

Les emplois qui dépendent directement des exportations étaient répartis presque également entre les producteurs de services (787 000) et les producteurs de biens (753 000) en 2011. Le secteur de la fabrication représentait 612 000 emplois (40 %) et celui de l'extraction minière, 61 000 emplois (4 %). Ceci contraste de manière substantielle avec les contributions totales de ces industries au PIB, pour lesquelles la contribution du secteur de l'extraction minière (33 %) était beaucoup plus élevée que le pourcentage des emplois. Les secteurs de la fabrication (32 %) et des services (31 %) représentaient chacun environ le tiers de la contribution directe des exportations au PIB.

Les achats des exportateurs auprès d'autres producteurs au pays représentaient une autre tranche de 1,4 million d'emplois. Plus de la moitié de ces emplois supplémentaires provenaient du secteur de la fabrication, les secteurs des services et de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz représentant la majeure partie des emplois restants.

Le recul le plus marqué des emplois générés par les exportations de 2007 à 2011 a été attribuable au secteur de la fabrication. Des 239 000 emplois du secteur de la fabrication perdus durant la période de cinq ans, 90 % (214 000) ont été liés au secteur des exportations et, de ce nombre, 166 000 étaient directement liés aux exportations manufacturières, et 48 000 autres étaient liés aux exportations dans d'autres secteurs. Les exportations manufacturières, par des incidences indirectes sur les autres industries, ont nécessité 189 000 emplois de moins parmi les autres fournisseurs canadiens.

La plupart des autres reculs des emplois liés aux exportations au cours de la période de cinq ans ont été observés dans les secteurs du commerce, hôtels et restaurants, qui ont généré 62 000 emplois directs de moins et ont nécessité 25 000 emplois indirects de moins. La plus importante augmentation au cours de la période de cinq ans a été enregistrée dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, dans lequel le nombre d'emplois directs a augmenté de 7 000, tandis que le nombre d'emplois indirects a augmenté de 47 000.

Tableau 2
Contribution des exportations à l'emploi, 2011

	Nombre total d'emplois	Incidence directe	Incidence indirecte sur les autres industries	Incidence indirecte des autres industries
milliers d'emplois				
Toutes les industries	17 661	1 540	1 402	1 402
Industries productrices de biens	3 675	753	998	390
Agriculture, foresterie et pêche	338	75	67	83
Extraction minière et de pétrole et de gaz	218	61	216	51
Services publics et construction	1 480	5	5	61
Fabrication	1 639	612	710	195
Industries productrices de services	13 986	787	405	1 012
Commerce, hôtels et restaurants	3 992	278	125	252
Transports et télécommunications	1 116	163	125	182
Finance et immobilier	1 353	53	43	177
Autres services du secteur des entreprises	3 670	258	96	373
Gouvernements et institutions sans but lucratif	3 855	35	16	27

Source(s) : Tableau CANSIM [381-0032](#).

Note aux lecteurs

Les exportations à valeur ajoutée illustrent les exportations et les importations des industries ainsi que l'incidence directe et l'incidence indirecte de la production de chaque industrie destinée à l'exportation sur l'industrie en général, le produit intérieur brut total et l'emploi. Les données couvrent la période de 2007 à 2011; elles seront actualisées annuellement après la diffusion des tableaux d'entrées-sorties, sur lesquels les calculs sont fondés.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la méthodologie, veuillez consulter le document [Cadre de mesure des exportations à valeur ajoutée](#).

Données offertes dans CANSIM : tableau [381-0032](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1401](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Andreas Trau au 613-951-3466 (andreas.trau@statcan.gc.ca).

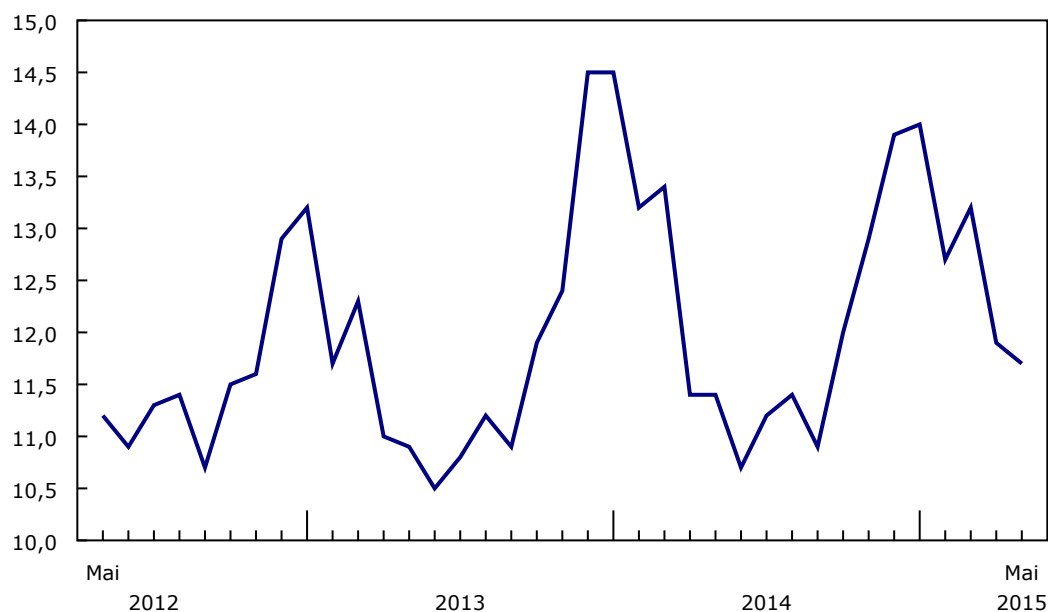
Transport et distribution de gaz naturel, mai 2015

Les services canadiens de gaz naturel ont reçu un total de 11,7 milliards de mètres cubes de gaz marchand en mai, ce qui représente une hausse de 2,4 % par rapport au même mois en 2014.

Les services de gaz ont vendu 5,6 milliards de mètres cubes de gaz naturel en mai, soit une baisse de 6,8 %. Les revenus ont diminué de 18,5 % comparativement à 12 mois plus tôt pour se chiffrer à 1,2 milliard de dollars, ce qui reflète en grande partie la persistance de la tendance à la baisse des prix du gaz naturel.

Graphique 1 Total de gaz naturel marchand

milliards de mètres cubes



Source(s) : Tableau CANSIM 129-0002.

En mai, les arrivages totaux de gaz marchand ont augmenté de 3,5 % en Alberta pour se situer à 8,1 milliards de mètres cubes, et de 6,0 % en Colombie-Britannique pour atteindre 3,2 milliards de mètres cubes.

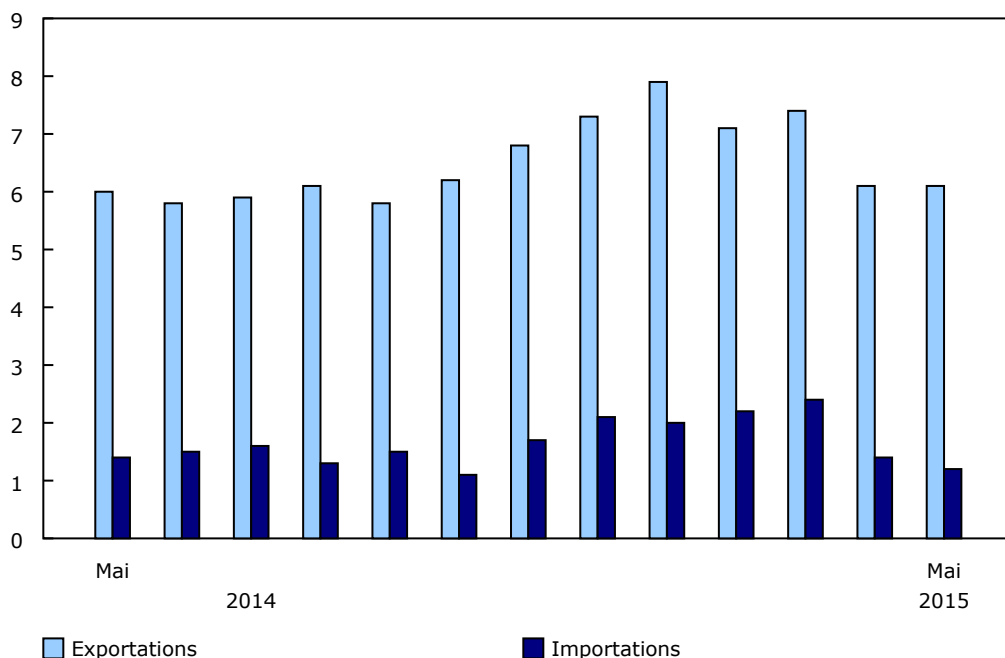
Les ventes continuent de diminuer en Alberta et en Ontario

Par rapport à mai 2014, les ventes de gaz naturel ont diminué de 3,5 % en Alberta pour se fixer à 2,7 milliards de mètres cubes, et de 15,8 % en Ontario pour s'établir à 1,5 milliard de mètres cubes.

La baisse des revenus à l'échelle nationale a été le fait principalement d'un recul de 27,5 % des revenus en Ontario, lesquels se sont établis à 463,8 millions de dollars, et d'une diminution des revenus de 16,0 % en l'Alberta, lesquels se sont chiffrés à 407,7 millions de dollars. En ce qui concerne l'Alberta, il s'agit du sixième mois consécutif où l'on enregistre une baisse des revenus d'une année à l'autre.

Graphique 2 Exportations et importations de gaz naturel

milliards de mètres cubes



Source(s) : Tableau CANSIM [129-0002](#).

La baisse des importations se poursuit

Les importations canadiennes de gaz naturel ont affiché une baisse d'une année à l'autre pour un 14^e mois de suite. Elles se sont chiffrées à 1,2 milliard de mètres cubes en mai, en baisse de 12,7 %, ce qui est attribuable principalement à la diminution des importations en Ontario.

Pour leur part, les exportations canadiennes de gaz naturel par pipeline à destination des États-Unis ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 6,1 milliards de mètres cubes en mai.

Note aux lecteurs

Des révisions ont été apportées aux données de mars et d'avril 2015.

Les données sur les importations et les exportations sont une combinaison des données provenant de l'Office national de l'énergie et des répondants.

Les données sur le gaz marchand déclarées pour la Colombie-Britannique englobent également les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Le total de gaz marchand comprend le gaz provenant des gisements ainsi que des usines de traitement ou de retraitement, après retranchement des volumes utilisés dans les gisements, dans les usines et pour la réinjection, ainsi que des volumes perdus en cours de traitement (ou de retraitement) ou d'une autre façon.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [129-0001](#) à [129-0004](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2149](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel, premier trimestre de 2015

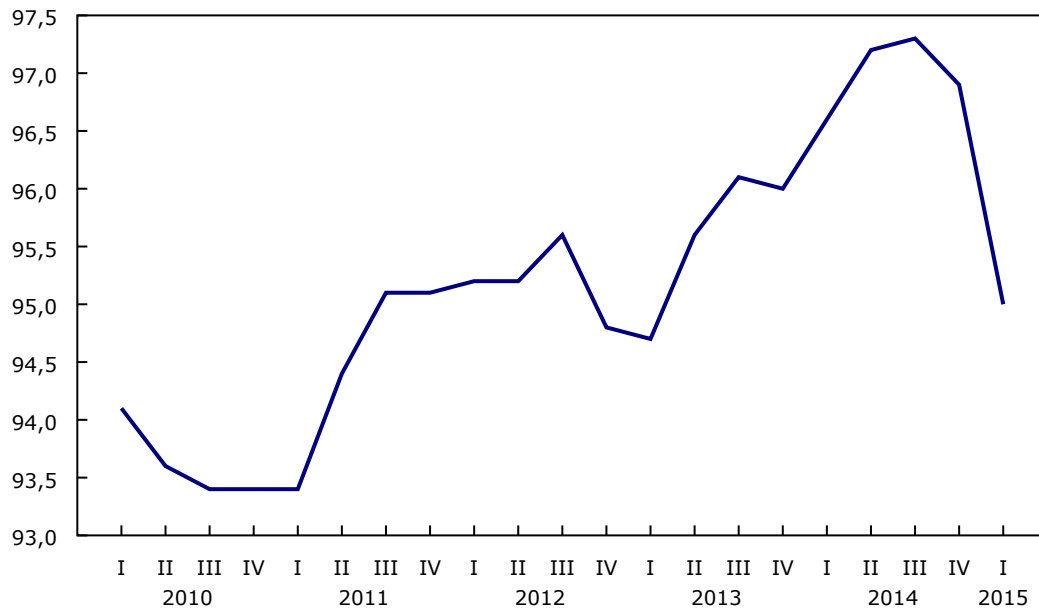
L'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel a connu une baisse de 2,0 % au premier trimestre, soit le recul trimestriel le plus important depuis le début de la série en 2006. Cette baisse fait suite à une diminution de 0,4 % au quatrième trimestre de 2014.

La composante de machines et de matériel lourds (pour la construction, le transport, l'extraction minière et la foresterie) a diminué de 2,5 %. Les répondants ont mentionné les conditions du marché comme étant la principale raison à l'origine de la diminution. La composante de machines et de matériel de bureau et d'autres machines et matériel a connu un recul de 0,8 %.

Graphique 1

Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel

indice (2007=100)



Source(s) : Tableau CANSIM [332-0010](#).

L'indice a reculé de 1,7 % au premier trimestre par rapport au même trimestre de 2014.

Note aux lecteurs

Cet indice de prix mesure la variation du prix des activités de location et de location à bail pour l'industrie des machines et du matériel d'usage commercial et industriel au niveau national.

À chaque diffusion, les données du trimestre précédent pourraient avoir été révisées. Les données peuvent aussi faire l'objet d'une révision annuelle lors de la diffusion des données du deuxième trimestre de l'année de référence suivante. L'indice n'est pas désaisonnalisé.

L'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et matériel de bureau et d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel regroupe les codes 53242 et 53249 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Prochaine diffusion

Les données du deuxième trimestre de l'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel seront diffusées en octobre.

Tableau 1
Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel — Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Premier trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014 ^r	Premier trimestre de 2015 ^p	Quatrième trimestre de 2014 au premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2014 au premier trimestre de 2015
	%	(2007=100)			variation en %	
Services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel	100,00	96,6	96,9	95,0	-2,0	-1,7
Location et location à bail de machines et de matériel pour la construction, le transport, l'extraction minière et la foresterie	68,21	98,9	99,4	96,9	-2,5	-2,0
Location et location à bail de machines et de matériel de bureau et d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel ²	31,79	91,6	91,5	90,8	-0,8	-0,9

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est fondée sur le poids que contribue chaque code à cinq caractères du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord à l'indice global des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel.

2. Les données sur les services de location et de location à bail de machines et de matériel de bureau et les données sur les services de location et de location à bail d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel ont été recueillies séparément. Les indices ont ensuite été combinés à l'agrégation.

Source(s) : Tableau CANSIM [332-0010](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [332-0005](#) et [332-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5137](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, mai 2015

En mai, le nombre de décollages et d'atterrissages dans les aéroports canadiens dotés d'une tour de contrôle ou d'une station d'information de vol de NAV CANADA a diminué de 1,6 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Ces 91 aéroports ont déclaré 515 111 mouvements durant le mois, comparativement aux 523 418 mouvements d'aéronefs déclarés par 92 aéroports en mai 2014.

Les hausses observées dans le nombre de mouvements itinérants (mouvements d'un aéroport vers un autre) n'ont pas suffi à compenser les diminutions enregistrées dans le nombre de mouvements locaux (mouvements des aéronefs qui restent dans les environs de l'aéroport). Le nombre de mouvements itinérants a augmenté de 1,8 % pour s'établir à 367 372, alors que le nombre de mouvements locaux a reculé de 9,1 % pour se chiffrer à 147 739.

L'aéroport de Prince-Rupert en Colombie-Britannique reste ouvert, mais il a perdu son statut de station d'information de vol le 24 juillet 2014. Cet aéroport avait enregistré 323 mouvements en mai 2014.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [401-0007](#) à [401-0020](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2715](#).

De l'information analytique supplémentaire est maintenant offerte dans « [Mouvements mensuels des aéronefs : principaux aéroports – tours de contrôle et stations d'information de vol de NAV CANADA](#) », qui fait partie du bulletin de service *Aviation (51-004-X)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Ventes de carburant pour véhicules automobiles, 2014

Les ventes brutes d'essence du Canada pour lesquelles des taxes routières ont été acquittées ont augmenté de 1,4 % pour s'établir à 43,5 milliards de litres en 2014.

Le Québec menait la croissance en 2014, les ventes brutes ayant crû de 7,0 % pour se chiffrer à 9,2 milliards de litres. Suivait l'Alberta, dont les ventes se sont accrues de 3,1 % pour se situer à 6,6 milliards de litres, et la Colombie-Britannique, qui a enregistré une hausse des ventes de 4,1 %, celles-ci ayant atteint 4,7 milliards de litres. Les ventes en Ontario ont diminué de 2,9 % pour s'établir à 16,2 milliards de litres.

Dans l'ensemble, l'augmentation des ventes brutes d'essence était la plus marquée pendant la seconde moitié de 2014, lorsque les prix moyens de l'essence sans plomb avaient diminué de manière notable dans tous les grands centres urbains.

Note aux lecteurs

Cette enquête a pour but de recueillir des données sur les ventes d'essence et autres combustibles de pétrole au Canada. Les données de l'enquête sont utilisées par le Ministère des Finances pour le calcul des paiements de péréquation versés aux provinces conformément à la Loi sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et le financement des territoires.

Les données regroupées sont disponibles pour le Canada ainsi que les provinces et les territoires.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [405-0002](#) et [405-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2746](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Aviation : « **Mouvements mensuels des aéronefs : principaux aéroports – tours de contrôle et stations d'information de vol de NAV CANADA** », mai 2015, vol. 47, n° 11
Numéro au catalogue [51-004-X2015011](#) (HTML)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>